

Débats et opinions

Éditorial

Bush découvre l'Europe

IL EST BON que George W. Bush consacre le premier voyage de son second mandat à panser les plaies de l'Alliance atlantique. Le président américain a fort bien commencé. Décidément peu avare de bonnes intentions, il veut désormais « une Europe forte », avec laquelle il jure de travailler, sur à peu près tous les dossiers.

À écouter ces belles paroles, on se demanderait presque quels ont pu être ces « désaccords passagers » qui font que sa nouvelle disposition retentit comme un coup de théâtre. George Bush n'en fait-il pas un peu trop, comme un enfant se rendant compte qu'il a cassé son jouet préféré ?

Des discours, des dîners, des toasts et des points de presse balisent son voyage. Tel que c'est parti, rien ne sera dit qui puisse fâcher : la consigne à la Maison-Blanche est de tout faire pour paraître en harmonie avec ceux qui, comme Jacques Chirac ou Gerhard Schröder, se sont mis en travers de son chemin.

Le changement de ton est spectaculaire. Jusqu'à présent, la conception des relations transatlantiques qui avait cours à Washington consistait à monter les alliés les uns contre les autres. Bush découvre soudain que l'Europe existe. S'il a mis quatre ans à le faire, reconnaissons que la faute en revient, pour une grande part, aux Européens. N'ont-ils pas, de leur côté, mis quatre ans à accepter que Bush puisse être l'élu de l'Amérique ?

Sur ces nouvelles bases, l'alliance peut-elle se remettre à fonctionner ? Oui, mais seulement à condition que chacun fasse l'effort d'aller au-delà des mots, à condition que le dialogue qui s'amorce ouvre la voie à un véritable débat stratégique.

On en est loin pour le moment, même si le président américain a amorcé un virage lors de son discours d'investiture. Son objectif n'est plus de partir en guerre, sa priorité n'est plus la croisade contre le terrorisme. La lutte contre la tyrannie et la propagation de la démocratie dans le monde ont pris le dessus. Ce fut dit en termes messianiques mais c'est un idéal auquel chacun devrait pouvoir souscrire.

Plus difficile sera de s'accorder sur les moyens. En Irak et en Palestine, les élections de janvier incitent Bush à penser qu'il est sur la bonne voie. Les Européens restent sceptiques mais applaudissent au réengagement américain dans le conflit israélo-arabe. Au Liban, surtout, la France et les États-Unis se sont mis à œuvrer ensemble pour un retrait des troupes syriennes. Avec l'Irak, en revanche, la négociation sur le nucléaire ne peut aboutir tant que Washington n'y souscrit pas : pourquoi les Iraniens feraient-ils des concessions aux Européens s'ils n'obtiennent pas de garanties des Américains ?

Après sa réélection, George W. Bush a compris l'urgence qu'il y avait à instaurer un climat normal dans les relations transatlantiques. Telle est la raison d'être de sa venue. A-t-il vraiment besoin de l'Europe ? Malgré ses assurances répétées, ce n'est pas certain.

Pierre Rousselin

DIPLOMATIE George W. Bush a entamé à Bruxelles une tournée européenne de cinq jours

États-Unis - Europe : une Alliance vitale et durable

Ces dernières années, de nombreux experts et commentateurs ont déclaré que l'Alliance atlantique s'étiendrait ou deviendrait inutile. Ancien

PAR DONALD RUMSFELD*

ambassadeur de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan), je peux dire, d'expérience, que ces prédictions ne représentent rien de nouveau. En ma qualité de secrétaire à la Défense, il m'apparaît aujourd'hui que le partenariat atlantique est toujours aussi pertinent et essentiel que par le passé.

Considérons un instant les événements historiques qui se sont produits en 2004 et le rôle joué par les États-Unis et l'Europe. L'Otan a accueilli sept nouveaux membres, des nations prêtes à contribuer à l'Alliance de manière significative. En Afghanistan, huit millions d'électeurs, dont 40 % de femmes, ont élu démocratiquement leur président pour la première fois en cinq mille ans. Au sein de l'Autorité palestinienne, un président élu démocratiquement représente l'espoir d'une nouvelle chance pour la paix. En Ukraine, des citoyens ordinaires ont fait la preuve de la profondeur de leur engagement pour des élections libres et équitables.

En Irak, les anciens sujets de

Saddam Hussein ont bravé la menace et se sont rendus aux urnes, avec, pour la première fois, des listes offrant le choix parmi soixante-dix partis politiques plutôt qu'un seul. Dans tout le pays, les électeurs se sont déplacés, qui à l'aide de béquilles, qui en charrette tirée par un âne, en passant devant les affiches menaçantes : « Si tu vas voter, tu mourras. » Quel coup porté aux extrémistes dont l'idéologie a été rejetée par les électeurs !

Même si nous connaissons quelques différends à propos de l'Irak, ces questions ne sont pas nouvelles entre amis de longue date. Quelles sont les principales divisions qu'ont connues les alliés de l'Otan au cours des décennies passées ? Dans les années 60, la France décida de se retirer de l'Alliance atlantique et expulsa l'Otan de son territoire. Dans les années 80, la décision controversée du président Ronald Reagan de déployer des missiles de moyenne portée en Europe créa un profond désaccord. Ambassadeur de l'Otan dans les années 70, j'ai dû rentrer à Washington pour témoigner contre une proposition de loi du Congrès américain préparant le retrait des troupes américaines d'Europe, en plein milieu de la guerre froide.

L'Alliance atlantique a navigué sur une forte houle au fil des années, mais nous avons toujours su résoudre les questions les plus difficiles. Parce que nous sommes fortement unis : par nos valeurs partagées, par notre histoire commune et par notre foi indéfectible dans la démocratie.

Aujourd'hui, nous partageons également un ennemi commun. Ce sont tous les extrémistes qui ont pris pour cible les sociétés civilisées du monde entier : à New York et Washington, Istanbul, Madrid, Beslan, Bali, etc. Ils ne cherchent pas à faire la paix avec le monde civilisé. Ils ne négocieront aucune paix isolément. Ils n'espèrent rien d'autre que de voir l'Europe et l'Amérique divisées, plutôt qu'attachées à œuvrer ensemble.

Les nombreuses arrestations de personnes soupçonnées de

quelque soixante nations ont rejoint l'Initiative de sécurité contre la prolifération dans un effort pour empêcher les armes meurtrières de tomber aux mains de régimes dangereux. En 2003, les autorités allemandes, italiennes, britanniques et américaines ont confisqué l'équipement nucléaire destiné à Tripoli, poussant ainsi la Libye à accepter d'ouvrir ses inventaires d'armements aux inspecteurs.

Toutes les nations de l'Otan ont engagé des troupes dans la Force d'assistance et de sécurité internationale et de sécurité internationale actuelle en service en Afghanistan, dont le commandement vient de passer d'un général français à un général turc. Un des nouveaux membres de l'Otan, la Lituanie, a pris la tête d'une équipe de reconstruction provinciale, se joignant à d'autres nations européennes pour contribuer à la stabilité et au progrès en Afghanistan.

En fait, plus de la moitié des nations réunies au sein de l'Otan ont déployé des forces en Afghanistan et en Irak. Tandis que le peuple irakien continue de progresser sur le long et difficile chemin de la démocratie, d'autres pays au sein de l'Otan ont accepté d'aider à la formation du personnel de sécurité irakien en apportant des fonds ou de l'équipement et en établissant une Ecole supérieure

de guerre et des académies militaires.

Les membres de l'Otan partagent bien plus qu'une simple alliance : nous sommes unis par les liens du sang versé et de notre dessein commun, un héritage de liberté et la vocation de nous opposer à la violence extrémiste et de la vaincre.

Durant les soixante années qui se sont écoulées depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, nous nous sommes mutuellement appuyés les uns sur les autres lors des époques difficiles et périlleuses. Je suis suffisamment âgé pour me souvenir aussi bien de l'édification du mur de Berlin que de sa chute, de la montée et de la chute du nazisme, du fascisme et du communisme soviétique. Ensemble, les membres de l'Otan ont aidé à la protection du Kosovo et, récemment, ils ont apporté une aide humanitaire aux victimes du tsunami dévastateur. Quand la communauté atlantique est unie, elle peut réaliser des exploits.

Cette unité ne doit en aucun cas impliquer une uniformisation des tactiques ou des perspectives - mais plutôt une union des intentions. Ceux qui apprécient les systèmes politiques libres et les systèmes économiques libres partagent des espoirs similaires. Ces espoirs peuvent devenir des réalités pour de nombreux autres peuples si nous œuvrons ensemble.

* Secrétaire américain à la Défense. (Copyright : Project Syndicate 2005. Traduit de l'anglais par Catherine Merlien.)

Comment écrire un nouveau chapitre des relations transatlantiques

Désarmer l'antiaméricanisme

Avant le président Bush, la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice est venue à Paris pour essayer de réparer les pots cassés et écrire un

PAR SOPHIE MEUNIER*

« nouveau chapitre » dans les relations transatlantiques à l'aube de quatre ans supplémentaires d'une Administration Bush. *Let's move on...* C'est une tâche difficile, cependant, car l'antiaméricanisme est désormais bien ancré dans la rhétorique et la pensée françaises. Si les États-Unis veulent véritablement améliorer les relations avec la France, comment s'y prendre pour désarmer l'antiaméricanisme ambiant ?

Les critiques antiaméricaines en France peuvent être divisées en deux catégories : celles qui fustigent les États-Unis pour ce qu'ils font, et celles qui condamnent les États-Unis pour ce qu'ils sont. C'est en comprenant qui peuple quel camp et en offrant des réponses adaptées sur mesure que l'Administration américaine actuelle peut espérer redorer, au mieux partiellement, son image dans l'opinion française.

Nombreux sont les Français qui fondent leur antiaméricanisme sur une critique de ce que les États-Unis font. D'ailleurs, il est ambigu de se référer à une critique de la politique améri-

caine actuelle comme de l'antiaméricanisme. Est-ce être anti-américain que de désapprouver la précipitation avec laquelle les États-Unis sont intervenus en Irak ou de considérer les résultats des élections irakiennes avec scepticisme ? La ligne entre critique raisonnée et préjugé stéréotypé est souvent floue, mais elle existe réellement.

Si ces critiques sont véritablement fondées sur des actions américaines, et non sur un socle latent de préjugés, rien de plus simple en théorie pour améliorer l'image des États-Unis en France : changer de politique. Bien entendu, c'est une autre histoire en pratique. Les sujets de discorde entre la France et les États-Unis sont bien connus : Irak, Iran, Chine, Cour pénale internationale, etc. Cependant il en est d'autres sur lesquels les États-Unis pourraient accomplir quelques actions d'éclat et donner des gages à la France (et à l'Europe en général), comme sur la question de la diversité culturelle ou sur les aides au développement. C'est en tout cas un bon départ que la deuxième Administration Bush ait manifesté son encouragement à un rapprochement des politiques étrangères européennes.

Nombreux sont aussi les Français qui fondent leur antiaméricanisme sur ce que les États-Unis sont. Il est plus difficile de changer de nature que de politique. Comment désarmer cet antiaméricanisme essentialiste ? Cela paraît être une tâche d'autant plus difficile que nos deux modèles de société, et les valeurs sur lesquelles ils sont fondés, divergent de plus en plus. Le budget que le prési-

dent Bush a transmis au Congrès récemment se caractérise par une révision fondamental de la fonction redistributive dans la société américaine, de la privatisation de la Sécurité sociale à la réduction drastique des programmes sociaux, en passant par des coupes massives dans le financement de l'éducation. Ce budget n'est pas une surprise en soi, donc on peut en conclure que voilà ce que désirent les 51 % d'Américains qui ont réélu Bush en novembre dernier. Dans ce cas, il semble difficile de combler le gouffre qui se creuse davantage entre les deux rives de l'Atlantique.

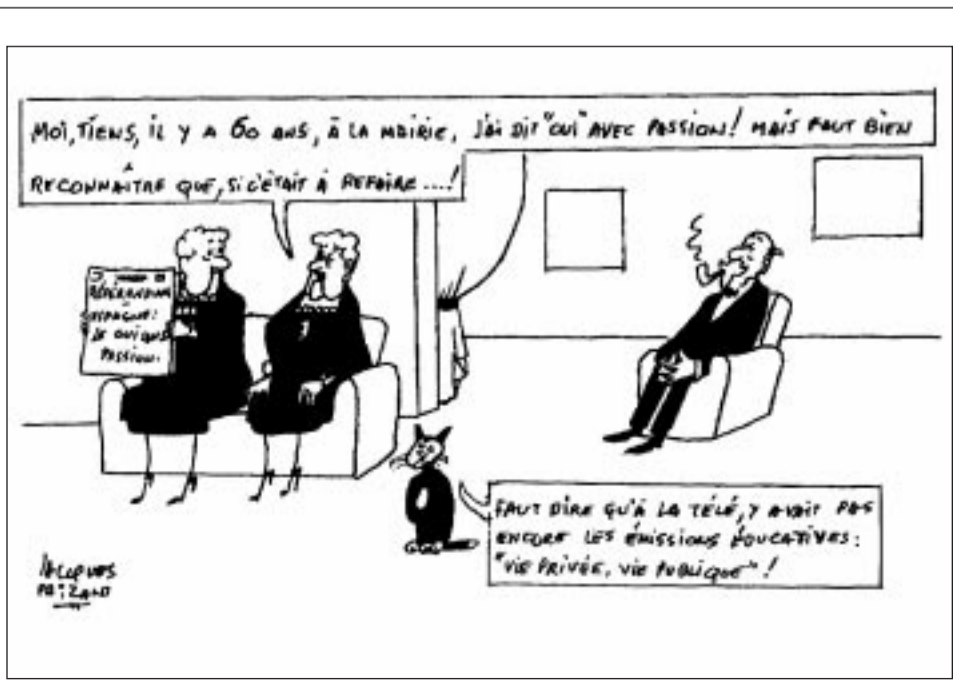
Cependant tout n'est pas négatif dans la société améri-

caine, loin de là. Sur certains sujets en particulier, l'antiaméricanisme français paraît fondé plus sur des mythes que sur la réalité. Une Administration américaine qui voudrait améliorer l'image des États-Unis en France serait bien inspirée d'utiliser comme arguments en particulier la place des femmes dans la vie professionnelle, l'intégration des minorités aux plus hauts échelons des milieux politiques et administratifs, et les conditions exceptionnelles faites à la recherche et aux universitaires.

Quelle meilleure ambassadrice pour cette nouvelle campagne de relations publiques que M^{me} le professeur Condi Rice ? Afin de neutraliser l'anti-

américanisme en France et permettre une relation franco-américaine constructive, l'Administration Bush ne doit pas continuer d'autoriser les moqueries arrogantes à l'égard de la France, ni essayer de convertir ceux pour qui la condamnation des États-Unis est fondée sur un sentiment non rationnel mais viscéral. A la place, il va lui falloir travailler dur pour montrer son pays sous un meilleur jour et en rendre publics les bons aspects. Alors, la relation entre nos deux contrées pourra repartir sur de bonnes bases.

* Chercheuse en relations internationales à l'université de Princeton aux États-Unis.



CHRONIQUE

Une question de surface

Stéphane Denis

J'avoue avoir du mal à suivre la politique immobilière du gouvernement. Un jour il signe pour six cents mètres carrés, le lendemain il prône les quatre-vingts. Quatre-vingts mètres carrés c'est mesquin, d'autant que la différence entre les ministres qui sont logés depuis Fallières et ceux qui doivent se débrouiller n'est pas évidente. Sans remonter aux hôtels du VII^e arrondissement que la République, après avoir vomit l'aristocratie parasite, a glougloument récupérés pour s'y installer, la description de l'appartement de fonction du ministre des Finances (je ne vise pas un ministre en particulier, je parle des ministres en général) laisse songeur. Un vaste salon, apprend-on, est équipé de téléviseurs à écrans plats. Pourquoi des téléviseurs ? Qu'est-ce qu'un ministre peut faire de plusieurs téléviseurs dans le même salon ? Côté écran plat rien à dire, le progrès c'est le progrès, mais le nombre surprend. Enfin l'appartement existe, il y en a même d'autres, tandis que d'infortunés collègues pourtant

fonds de pension luxembourgeois ou bermudiens qui soldent les locataires et font grimper les appartements. Dans la foulée moralisatrice qui poussa la Ville de Paris à se défaire de ses biens de famille, verra-t-on mis à l'encan le surplus ministériel, l'escalier à volutes, l'antichambre inutile ? C'est un calcul bien court. Prenons M. Giscard d'Estaing. Il vient d'acquérir un château historique, enfin presque. Sa famille l'avait à l'œil depuis 1920. On peut se moquer, possession vaut titre et Giscard à Estaing recevra bientôt l'hommage qui lui est dû. Dans cinq ans la filiation ne sera plus mise en doute, dans dix il aura des subventions et un jour les visiteurs contempleront le cèdre où il avait l'habitude de s'entretenir avec Sésostris II. La France a peu de gouvernement, qu'elle en garde les murs ; chaque fois qu'elle a fait un pas vers l'égalité, elle a descendu une marche ; et comme à chaque fois elle a fait de nouveaux mécontentes, elle s'est retrouvée moins haut pour leur redre.

À ce sujet la droite, comme d'habitude, se foure le doigt dans l'œil. François Mitterrand, dont on célèbre au cinéma la merveilleuse incarnation populaire, avait trouvé le moyen de s'installer partout et de ne payer nulle part. C'était un don. Personne ne lui

Les six cents mètres carrés étaient une bêtise, les quatre-vingts sont une erreur

voué aux tâches les plus nobles et les plus exaltantes - je pense à ces ministères de type nouveau qui ne résistent jamais aux changements de majorité - ne tardent pas à s'apercevoir qu'il vaut mieux être à l'Agriculture, réputée passiste, qu'à l'Intégration qui flotte dans le sens de l'histoire.

Considérons ces quatre-vingts mètres carrés attribués par la grâce républicaine aux malheureux qui ne sont ni propriétaires ni vrais ministres. Non seulement c'est mesquin mais c'est décourageant. Il paraît que la surface est égale à la simplicité qui sied aux représentants de l'Etat. Elle nous avait échappé depuis une vingtaine d'années, vingt-cinq peut-être, mais qui dit que la simplicité répond au vœu de l'électeur ?

Peut-être se satisferrait-il de plus de décorum, voire de majesté. Il y a un moment où le style l'emporte, et où n'importe le loyer. Un gouvernement à quatre-vingts mètres carrés est du modèle peu sûr de lui, incertain de ses arrières, découragé par son destin. Les six cents étaient une bêtise, les quatre-vingts sont une erreur. Le gouvernement s'installerait-il à Versailles, gardes suisses et chambellans, qu'il se ferait sans doute davantage respecter. La radinerie n'est jamais de bon augure et l'intégrité n'a rien à voir avec la pénitence. Que la V^e soit immobilière, c'est un fait. Qu'elle en soit réduite à brader le patrimoine, quitter les bijoux de la Couronne, prôner l'austérité danoise, le tout-commun saudois n'apportera aucune satisfaction à un peuple épris d'égalité mais soucieux d'avancement. Que restera-t-il à cette équipe, le jour où elle marchera dans la rue comme tout le monde ? Qui les prendra pour des ministres ?

J'ajoute que le pouvoir, quand il décide à la minute, n'est guère heureux dans ses choix. Il n'y a pas si longtemps M. Juppé sauvait la Sécurité sociale en vendant ses immeubles. Soit. Ils ont été rachetés par des

en a jamais voulu. Sur la fin de sa vie on lui avait même loué un appartement gentiment qualifié de bureaux. C'est là qu'il est mort, entouré de la vénération nationale. Les journaux qui ont assassiné M. Gaymard ne se sont jamais posés la question de la nécessité de ce logement public à des fins - la dernière - privées. On peut mettre ça sur le compte de la civilisation, du gaspillage ou de la pudeur, c'est affaire de jugement ; mais je remarque l'indulgence dont Mitterrand bénéficia. C'était presque de l'admiration. Non, la gauche est toujours meilleure que la droite quand il s'agit de défendre ses privilèges. Elle a les accents qu'il faut. La droite, elle, ne sait que se réduire et diminuer sa surface corrigée des variations politiques : quatre-vingts mètres carrés, rompez.

On imagine ce que la gauche aurait répondu en pareille occurrence. La vaisselle d'or de Léon Blum, les mânes de Roger Salengro, l'immeuble de Pierre Bérégovoy eussent été appelés à la rescousse. Partie de Denfert, si prisé des agences, une manifestation aurait fini dans le Marais en pleine spéculation. Le ministre lui-même aurait été défendu par le président en personne, qui n'aurait pas manqué de dénoncer plusieurs personnalités de l'opposition sur lesquelles il avait des dossiers en n'oubliant pas d'insulter les journalistes au passage. Sa famille nombreuse lui eût été portée à crédit et les grandes sociétés nationalisées priées de le reloger aussitôt dans des conditions identiques si ce n'est supérieures. Le pays aurait su qu'il était gouverné. Au lieu de cela un pouvoir sur les reins sacrifie l'un des siens. Je crains que cela ne lui rapporte rien.

Six cents mètres carrés c'était culotté. Quatre-vingts c'est ridicule. Savoir si l'exagéré a plus de conséquences que le ridicule n'est plus d'actualité. Le gouvernement aura l'un et l'autre, et le total qui va avec. Il cède à la rue, le voici qui cède aux journaux. En vérité, il se cède à lui-même.